

Les catégories populaires se révèlent profondément fragmentées

Catherine Tricot

Catherine Tricot, architecte urbaniste, constate qu'il manque encore une organisation politique susceptible de rassembler les populations issues des territoires éclatés de la République

Largement soutenu par la population, le mouvement des « gilets jaunes » ne s'est cependant pas généralisé. Il y a bien eu le ralliement des dockers du Havre, de quelques centaines de lycées ou du comité Justice pour Adama Traoré, mais la grande convergence des luttes n'a pas eu lieu. Au-delà de positions sociales communes, les catégories populaires se révèlent profondément fragmentées.

Le peuple d'hier était largement – mais jamais complètement – structuré par une relative communauté de vie et par le mouvement ouvrier. Son unité a été mise à mal par le recul de la grande entreprise, l'externalisation des fonctions et le développement de la sous-traitance, la diversification des statuts de travailleurs, l'apparition de nouvelles formes d'organisation du travail. Le mouvement des « gilets jaunes » met en évidence la dimension territoriale de cet éclatement populaire. Les « gilets jaunes » se sont surtout manifestés hors des grandes métropoles, plutôt dans les anciennes terres industrielles et dans la « diagonale du vide » qui dessine la France centrale, encore agricole, celle des moyennes industries, des petites et moyennes villes.

Certes, le critère territorial ne supplante pas tous les autres, mais il compose et caractérise autant ce mouvement que la mosaïque populaire elle-même. Si cette carte est si marquée, c'est qu'elle s'emboîte avec des modes de vie, des expériences politiques et des représentations de l'avenir. Pour se mobiliser, le lieu d'habitation s'avère aussi structurant que le niveau des revenus ou le statut. Pour prendre la mesure de cette réalité des catégories populaires, la grille de lecture par le travail et le revenu ne suffit plus.

Au vu de nombreux reportages, on comprend qu'une forte proportion des « gilets jaunes » résident dans de petites et moyennes villes, qu'ils sont propriétaires de pavillons construits il y a plus de quinze ans, difficiles à chauffer. Souvent issus d'un monde qui se souvient de la maison familiale à la campagne, beaucoup ont acheté leur logement pour se prémunir de l'avenir.

Difficile accession à la propriété

Ils ont parfois quitté la grande ville, trop chère, trop dangereuse ; ils entendaient échapper à la « cité ». Dans le jardin, le barbecue est en bonne place : le voici sur les ronds-points. Ils aspiraient à une idée du bien-vivre, mais la situation s'est révélée plus difficile, avec des services publics raréfiés

une race au bien-vivre, mais la situation s'est révélée plus difficile, avec des services publics rares et éloignés, des réseaux 4G ou la fibre optique inaccessibles, et la voiture, indispensable, de plus en plus coûteuse. La métropolisation, subie, a accentué le sentiment d'une mise à l'écart de la modernité ; elle a alimenté le rejet d'une élite méprisante.

Cette histoire est bien loin de celle des habitants des ensembles construits dans les années 1960 et 1970, les logements sociaux habités majoritairement par des familles issues de l'immigration. Ce parc immobilier est important à la périphérie des métropoles, mais on le trouve aussi dans les villes moyennes d'anciennes industries. Loué, et non acheté, l'appartement bénéficie rarement d'espaces extérieurs conviviaux où, ne serait-ce que sur le balcon, on peut manger et inviter. La grillade, on n'y pense même pas... Pour ces familles, obtenir un tel logement est souvent une chance, mais rarement un choix. Les habitants des cités se savent discriminés et vivent dans des quartiers où la règle n'est pas commune : rapports délétères avec la police, services publics de moindre qualité, invisibilité généralisée, centre commercial comme substitut au marché et à la place publique, qui n'existent pas.

Pour une troisième grande catégorie populaire, celle qui vit en ville ou près des grands centres-villes, les loyers absorbent une part croissante des revenus. Elle consent d'énormes sacrifices de temps et d'argent pour rester branchée sur « *une modernité* » : transports en commun, emploi, commerces et loisirs, services publics encore debout. Les services les plus socialisés sont théoriquement à leur portée et à celle de leurs enfants : universités, hôpitaux, musées et salles de concert... La précarité n'est pas que professionnelle ; elle a aussi le visage des projets immobiliers des propriétaires. L'accession à la propriété pour se sécuriser ? Dans le cœur des métropoles, elle devient hautement improbable pour les catégories populaires. Alors, ce qui reste commun, ce sont les problèmes d'argent, l'inquiétude face à l'avenir, souvent la souffrance au travail. Mais tout cela est vécu selon des perspectives divergentes en partie en fonction des lieux, voire des stratégies, de résidence.

Cette réalité éclatée du monde populaire signifie-t-elle l'impossibilité d'une unité future ? L'exigence de vivre de son travail et non d'aides, la fronde contre les inégalités et les impôts injustes, l'affirmation de la dignité et du respect ont fait le socle du soutien aux « gilets jaunes ». Sans faire converger ces mondes populaires. Leur réunification ne peut se concrétiser que dans un projet porté par un discours politique d'ampleur. C'est ce qui a manqué au mois de décembre 2018.

Catherine Tricot est architecte urbaniste. Elle a notamment contribué au livre « Le Citadin, le citoyen et la ville. Pour une nouvelle politique urbaine » (éd. Bruno Leprince, 2013)